



Cellule d'analyse européenne

Paquet « consommateurs »

COM(2018)183, 184 et 185

COM(2018)183 COMMUNICATION DE LA COMMISSION : Une nouvelle donne pour les consommateurs
COM(2018)184 Proposition de DIRECTIVE relative aux actions représentatives dans le domaine de la protection des intérêts collectifs des consommateurs
COM(2018)185 Proposition de DIRECTIVE concernant une meilleure application et une modernisation des règles de protection des consommateurs de l'UE

Résumé : Grâce à ce paquet « consommateurs » (« Une nouvelle donne pour les consommateurs »), la Commission européenne souhaite renforcer l'acquis en matière de protection des consommateurs, de telle sorte que les consommateurs puissent encore mieux faire valoir leurs droits. Les propositions permettront notamment aux associations de consommateurs de prendre des mesures au nom des consommateurs. Les autorités de protection des consommateurs des États membres disposeront de pouvoirs de sanction plus étendus. Le paquet élargit la protection au consommateur en ligne. **Le délai imparti pour formuler un avis de subsidiarité relatif aux propositions de directive expire le 10 juillet 2018.**

1. Contexte

La réglementation européenne en matière de protection des consommateurs compte parmi les plus strictes au monde.

En dépit du niveau élevé de protection prévu dans la politique européenne des consommateurs, il subsiste des infractions au niveau européen.

Le scandale du *Dieseldgate* a conduit la Commission européenne à moderniser le droit des consommateurs, à mieux faire respecter les règles, à s'adapter à l'économie numérique et à renforcer les possibilités de recours des consommateurs par le biais des actions collectives.

2. Contenu

En résumé, les propositions contiennent les lignes de force suivantes :

COMMUNICATION DE LA COMMISSION : Une nouvelle donne pour les consommateurs - COM(2018)183 :

La communication est un document politique élaborant un plan d'action visant à procéder à une modernisation de la réglementation, à améliorer les possibilités de recours pour le consommateur, à prendre des mesures coordonnées de contrôle de l'application, à coopérer, au niveau international, avec les autorités des principaux partenaires commerciaux et à apporter des modifications en vue de relever les défis posés par les évolutions technologiques pour le consommateur.

Proposition de DIRECTIVE relative aux actions représentatives dans le domaine de la protection des intérêts collectifs des consommateurs - COM(2018)184 :

Cette proposition permet à certaines organisations, comme les organisations de défense des consommateurs, d'introduire une procédure civile devant le juge au nom d'un groupe de consommateurs lésés par une infraction commise par un commerçant.

Des garanties ont été prévues en vue de lutter contre les abus (par exemple, les entités doivent être qualifiées, faire preuve de transparence et ne pas recevoir de financement de tiers ; un règlement extrajudiciaire des litiges reste également possible).

Cette directive ne remplace pas les mécanismes nationaux de recours collectifs existants et s'applique uniquement aux procédures collectives pour violation de la réglementation européenne figurant en annexe de la directive.

Proposition de DIRECTIVE concernant une meilleure application et une modernisation des règles de protection des consommateurs de l'UE - COM(2018)185 :

- **Sanctions pour les infractions transfrontalières de grande ampleur au droit des consommateurs de l'UE:** Les autorités nationales pourront coopérer de manière coordonnée dans ce domaine. Les sanctions, plus sévères, seront liées au chiffre d'affaires annuel d'une entreprise (maximum 4% du chiffre d'affaires de l'entreprise).
- Les consommateurs peuvent introduire un **recours individuel** et ont droit à une solution individuelle (par exemple, une compensation financière ou la rupture du contrat) s'ils sont victimes de pratiques commerciales malhonnêtes, comme la publicité agressive ou trompeuse.
- **Plus de transparence dans les contrats en ligne:**

Les consommateurs qui font des achats en ligne seront correctement informés des personnes avec lesquelles ils concluent des contrats (commerçant professionnel ou particulier ?). Si un résultat de recherche en ligne a été payé par un commerçant, ils en seront également informés.

La protection des consommateurs sera également étendue en ce qui concerne les services numériques "gratuits" pour lesquels les consommateurs ne versent pas d'argent mais fournissent des données à caractère personnel, telles que: stockage dans le nuage, réseaux sociaux et comptes de messagerie électronique.

Si un consommateur paie pour un service numérique, il a droit à certaines informations et il dispose d'un délai de réflexion de 14 jours.

- **Certaines charges pesant sur les commerçants sont supprimées**, comme la limitation du droit de rétractation de biens utilisés. Les règles relatives aux pratiques commerciales trompeuses concernant les produits à « double niveau de qualité » sont précisées. La proposition précise aussi la possibilité d'adopter des règles nationales sur certaines formes et certains aspects des ventes hors établissement ("door step selling").

3. Cadre juridique européen :

Les mesures trouvent leur base juridique dans l'article 114, § 1^{er} et § 3 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE), qui porte sur la législation relative au marché intérieur et qui vise un niveau élevé de protection des consommateurs.

4. Suivi au sein des commissions compétentes de la Chambre :

- Commission de l'Économie ;
- Pour information : Comité d'avis fédéral pour les Questions européennes.

5. Suivi auprès des instances fédérales :

- Service public fédéral ÉCONOMIE, P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ÉNERGIE

6. Subsidiarité / Suivi parlementaire :

Les deux propositions de directive COM(2018)184 et 185 sont des propositions de législation. La commission compétente peut dès lors rendre un avis sur la subsidiarité au sens de l'article 37*bis* du Règlement de la Chambre.

Le délai imparti pour formuler un avis de subsidiarité au sujet des propositions expire le 10 juillet 2018.

Dans le cadre du « dialogue politique » (initiative Barroso), la commission compétente peut adresser un avis et/ou des observations et à la Commission européenne. Cette procédure n'est pas soumise à un délai.

Projet d'avis :

- Concernant la subsidiarité / compétence : positif

Dans de nombreux cas, les transactions des consommateurs sont de nature transfrontalière, notamment en ce qui concerne les achats en ligne. Dans ce cas, la réglementation européenne, qui assure une protection adéquate des consommateurs, est préférable à une législation nationale distincte.

Les propositions visent en outre à adapter l'acquis européen existant dans le domaine de la protection des consommateurs.

Remarque : Dans un avis du 20 juin 2018, le Riksdag suédois a estimé que le principe de subsidiarité était violé. Le Riksdag approuve la mise en place d'une réglementation européenne dans le domaine de la protection des consommateurs, mais estime que les instances européennes ne peuvent pas donner d'instructions aux États membres en ce

qui concerne le montant maximal des amendes à infliger lorsqu'un commerçant enfreint la réglementation de l'UE¹.

- Concernant la proportionnalité : positif

Les mesures envisagées visent à s'adapter à l'économie numérique et à renforcer les possibilités de recours des consommateurs par le biais d'actions collectives. Les mesures ne vont pas au-delà de ce qui est nécessaire pour atteindre l'objectif visé.

Pour en savoir plus:

COMMUNICATION DE LA COMMISSION : Une nouvelle donne pour les consommateurs
<http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20180183.do>

Proposition de DIRECTIVE relative aux actions représentatives dans le domaine de la protection des intérêts collectifs des consommateurs, et abrogeant la directive 2009/22/CE
<http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20180184.do>

Proposition de DIRECTIVE modifiant les directives concernant une meilleure application et une modernisation des règles de protection des consommateurs de l'UE
<http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20180185.do>

Descripteurs Eurovoc:	UNION EUROPÉENNE – DIRECTIVE - PROTECTION DU CONSOMMATEUR – MOUVEMENT DE CONSOMMATEURS – ÉCONOMIE NUMÉRIQUE - SÉCURITÉ DU PRODUIT - ACCÈS À L'INFORMATION
----------------------------------	---

Rédaction : Roeland Jansoone, premier conseiller, tél. 02/549.80.93,
roeland.jansoone@lachambre.be

¹Voir : <http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/scrutiny/COD20180090/serik.do>



Europese analysecel

Consumentenpakket

COM(2018) 183, 184 & 185

COM(2018)183	MEDEDELING VAN DE COMMISSIE: Een „new deal” voor consumenten
COM(2018)184	Voorstel voor een RICHTLIJN betreffende representatieve vorderingen ter bescherming van de collectieve belangen van consumenten
COM(2018)185	Voorstel voor een RICHTLIJN betreffende een betere handhaving en modernisering van de regels voor consumentenbescherming in de EU

Samenvatting: Met dit consumentenpakket (*“New deal for consumers”*) wenst de Europese Commissie het consumenten acquis te versterken zodat de Europese consumenten nog beter hun rechten kunnen laten gelden. De voorstellen zullen o.m. consumentenverenigingen in staat stellen om namens consumenten maatregelen te nemen. Consumenten-autoriteiten van de lidstaten zullen strengere sanctioneringsbevoegdheden hebben. Het pakket breidt de bescherming uit tot de online consument. **De termijn om een subsidiariteitsadvies te formuleren over de ontwerprichtlijnen verstrijkt op 10 juli 2018.**

1. Context

De Europese regelgeving voor consumentenbescherming behoort tot de strengste consumentenwetgeving ter wereld.

Ondanks het hoog beschermingsniveau van het Europese consumentenbeleid, blijven er inbreuken op Europees niveau bestaan.

Onder impuls van het Dieseldgate schandaal wordt de Europese Commissie ertoe aangezet om het consumentenrecht te moderniseren, de regels beter af te dwingen, zich aan te passen aan de digitale economie en de beroepsmogelijkheden voor consumenten via groepsacties te versterken.

2. Inhoud

Samengevat, bevatten de voorstellen de volgende krachtlijnen:

MEDEDELING VAN DE COMMISSIE: Een „new deal” voor consumenten - COM(2018)183:

De mededeling is een beleidsdocument dat een actieplan uitstippelt om over te gaan tot modernisering van de regelgeving, betere beroepsmogelijkheden voor de consument, gecoördineerde handhavingsacties, internationale samenwerking met de autoriteiten van de belangrijkste handelspartners en aanpassingen die inspelen op de uitdagingen van de technologische ontwikkelingen voor de consument.

Voorstel voor een RICHTLIJN betreffende representatieve vorderingen ter bescherming van de collectieve belangen van consumenten - COM(2018)184:

Dit voorstel laat bepaalde organisaties, zoals consumentenorganisaties, toe om een civielrechtelijke procedure voor de rechter aan te spannen namens een groep consumenten, die schade heeft geleden door een inbreuk van een handelaar.

Er werden waarborgen ingebouwd die misbruik moeten tegengaan (vb. gekwalificeerde entiteiten, transparant, geen financiering van derde partijen, ook buitengerechtelijke geschillenoplossing nog steeds mogelijk).

Deze richtlijn vervangt bestaande nationale mechanismen voor collectief verhaal niet en is alleen van toepassing bij collectieve procedures voor schending van Europese regelgeving die als bijlage in de richtlijn is opgenomen.

Voorstel voor een RICHTLIJN betreffende een betere handhaving en modernisering van de regels voor consumentenbescherming in de EU - COM(2018)185:

- **Sancties voor grensoverschrijdende inbreuken op EU-consumentenrecht:**
De nationale overheden zullen op dit gebied gecoördineerd kunnen samenwerken. De strengere sancties worden gekoppeld aan de jaarlijkse omzet van een onderneming (maximum 4 % van de omzet van de onderneming).
- Consumenten kunnen **individueel beroep** indienen en hebben recht op een individuele oplossing (bijv. financiële compensatie of beëindiging van de overeenkomst) als zij het slachtoffer zijn van oneerlijke handelspraktijken, zoals agressieve of misleidende reclame.
- **Meer transparantie in online contracten:**

Consumenten, die online kopen, worden op goede wijze geïnformeerd met wie ze contracten afsluiten (professionele handelaar of particulier?). Zij krijgen ook info of een zoekresultaat online wordt betaald door een handelaar.

Er komt een uitbreiding van de consumentenbescherming m.b.t. de “gratis” digitale diensten waarvoor de consumenten geen geld betalen, maar persoonsgegevens verstrekken, zoals: -opslag in de cloud, sociale media en e-mailaccounts.

Als een consument betaalt voor een digitale dienst, heeft hij recht op bepaalde informatie en beschikt hij over 14 dagen bedenktijd.

- **Een aantal lasten voor handelaars wordt weggewerkt**, zoals het beperken van het herroepingsrecht van gebruikte goederen. De regels over misleidende marketing van producten van uiteenlopende kwaliteit worden verduidelijkt. Het voorstel verduidelijkt ook de mogelijkheid om nationale regels vast te stellen voor bepaalde vormen en aspecten van verkoop buiten verkooppunten (“door step selling”).

3. Europese rechtsbasis:

De rechtsbasis voor de maatregelen is artikel 114, lid 1 en 3 van het Verdrag over de Werking van de Europese Unie (VWEU) dat betrekking heeft op de wetgeving betreffende interne markt en een hoog niveau van consumentenbescherming nastreeft.

4. Opvolging in de bevoegde Kamercommissie(s):

- Commissie Bedrijfsleven;
- Ter informatie: adviescomité voor Europese aangelegenheden.

5. Opvolging bij de federale instanties:

- Federale Overheidsdienst ECONOMIE, K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

6. Subsidiariteit/ Parlementaire opvolging:

De twee ontwerprichtlijnen COM (2018)184 en 185 zijn wetgevingsvoorstellen. De bevoegde commissie kan bijgevolg een advies over de subsidiariteit geven in de zin van Art.37*bis* van het Kamerreglement.

De termijn om een subsidiariteitsadvies te formuleren over de voorstel verstrijkt op 10 juli 2018.

De bevoegde commissie kan eveneens in het kader van de “politieke dialoog” (initiatief Barroso) aan de Europese Commissie een advies en/of opmerkingen formuleren. Deze procedure is niet gebonden aan een termijn.

Ontwerp van advies:

- Wat de subsidiariteit/ bevoegdheid betreft: positief

De consumententransacties hebben in vele gevallen een grensoverschrijdend karakter, zeker wat de on line aankopen betreft. In dit geval geniet een Europese regeling, die de consument een adequate bescherming geeft, de voorkeur boven afzonderlijke nationale wetgeving.

De voorstellen beogen bovendien de aanpassing van het bestaande Europese acquis op het gebied van consumentenbescherming.

Opmerking: De Zweedse Riksdag was in een advies dd. 20 juni 2018 van oordeel dat de subsidiariteit geschonden wordt. De Riksdag gaat akkoord met een Europese regeling op het gebied van consumentenbescherming, maar vindt dat de Europese instanties geen instructies kunnen geven aan de lidstaten met betrekking tot het maximumbedrag van de geldboetes als een handelaar inbreuken pleegt op de EU-regelgeving¹.

- Wat de proportionaliteit betreft: positief

De voorgenen maatregelen beogen een aanpassing aan de digitale economie en versterken de beroepsmogelijkheden voor consumenten via groepsacties. De maatregelen gaan niet verder dan noodzakelijk is om het doel te bereiken.

¹Zie : <http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/scrutiny/COD20180090/serik.do>

Om meer te weten:

MEDEDELING VAN DE COMMISSIE: Een „new deal” voor consumenten:

<http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20180183.do>

Voorstel voor een RICHTLIJN betreffende representatieve vorderingen ter bescherming van de collectieve belangen van consumenten en tot intrekking van Richtlijn 2009/22/EG

<http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20180184.do>

Voorstel voor een RICHTLIJN tot wijziging van de richtlijnen betreffende een betere handhaving en modernisering van de regels voor consumentenbescherming in de EU

<http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20180185.do>

Eurovoc-descriptoren:	EUROPESE UNIE - RICHTLIJN - BESCHERMING VAN DE CONSUMENT – CONSUMENTENORGANISATIE - DIGITALE ECONOMIE - VEILIGHEID VAN HET PRODUCT - TOEGANG TOT DE INFORMATIE
------------------------------	--

Redactie: Roeland Jansoone, Eerste adviseur, tel. 02/549.80.93,

roeland.jansoone@dekamer.be